

La Section chargée des affaires civiles constitue un maillon clé dans les efforts de l'ONUCI pour aider le Gouvernement de réconciliation nationale à rétablir l'autorité de l'Etat partout en Côte d'Ivoire, en facilitant, entre autres, le retour des agents de l'État dans les zones où ils étaient en service.

La promotion du dialogue politique et social entre les différents acteurs pour rétablir la confiance, est l'un des éléments-clés qui garantit la durabilité du redéploiement de l'administration.

Elle fait partie du mandat de la section, qui maintient un lien permanent avec les autorités gouvernementales, les responsables politiques, les représentants de la société civile et les chefs traditionnels et religieux.

Par ailleurs, la section maintient la liaison avec les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux pour assurer le financement des programmes de renforcement des capacités.

L'ONUCI, à travers la section, a d'ores et déjà apporté son appui à un projet pilote lancé par le Comité national de pilotage pour le redéploiement de l'administration pour le retour de 6.000 agents de l'État dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire sur les 23.000 fonctionnaires déplacés par la guerre.

Le retour en fonction des agents de l'État qui ont quitté le Nord est étroitement lié à l'amélioration des conditions de sécurité.

Par ailleurs, la section comporte une unité qui s'occupe de projets à impact rapide (QIPs, selon le sigle anglais), qui ont pour objectif de :

- créer des conditions favorables au rétablissement de la paix en contribuant au mieux-être des communautés locales affectées par le conflit ;
- permettre, avec la participation des communautés, la mise en oeuvre d'activités de réhabilitation à petite échelle ;
- apporter une réponse aux besoins urgents des populations, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'assainissement, ou des infrastructures de base ;

Tout en étant bénéfiques à tous les membres de la communauté, les QIP's apportent une contribution significative au processus de stabilisation et de réconciliation et contribuent à l'intégration des groupes vulnérables dans les zones les plus affectées de la Côte d'Ivoire.

## UNE RADIO POUR TIASSALÉ



La radio rurale de Tiassalé. © ONUCI / Ky Chung

Dans un pays où la radio nationale n'atteint qu'une partie du territoire national, les radios de proximité revêtent une importance cruciale dans l'accès à l'information pour les populations rurales.

Or, très souvent, ces radios manquent des moyens techniques les plus rudimentaires.

Dans l'objectif de soutenir les efforts déployés par les radios de proximité pour atteindre les populations dans les zones les plus reculées du pays, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a inauguré 14 avril

2005 la radio de Tiassalé, un projet qu'elle a financé conjointement avec l'ambassade des Etats-Unis.

L'ONUCI a ainsi versé 15.000 dollars dans le cadre de son programme de projets à impact rapide. Les Etats-Unis ont pour leur part fourni une aide de près de 20.000 dollars. Le programme QIP's de l'ONUCI a également financé la réhabilitation de deux écoles et l'équipement d'un centre de santé, toujours dans la région de Tiassalé, une ville de quelque 60.000 habitants située à une centaine de kilomètres au Nord d'Abidjan.